



Inflation et chômage au Maroc : une lecture macroéconomique des dysfonctionnements et des interdépendances

CHOUKAR Elhoussain

Enseignant chercheur à Ecole Marocaine des sciences de l'Ingénieur (EMSI) Marrakech.

Résumé: Le chômage et l'inflation sont deux phénomènes de dysfonctionnement macroéconomique qui ont un impact direct sur la structure économique et sociale d'un pays. Au Maroc, le chômage et l'inflation constituent un problème de politique publique en raison des niveaux atteints ces dernières années et de leur impact sur le niveau de vie des populations. En effet, en 2022, le taux d'inflation a atteint un niveau de 6,7% juste après la crise de Covid-19 qui a vu à la fois la hausse des prix et l'augmentation du chômage. Cette situation a touché presque tous les pays. Selon les dernières statistiques (2023-2024), le taux d'inflation a baissé et le taux de chômage est passé à plus de 13%. Par hypothèse et selon le modèle de Philips (1958), le chômage et l'inflation ont une relation inverse, c'est-à-dire que lorsque le chômage augmente, l'inflation diminue.

L'objectif de cet article est d'étudier l'impact de l'évolution du chômage sur l'inflation suivant la théorie et le modèle de Philips dans le cas du Maroc. Cette étude porte sur des données macroéconomiques selon une série chronologique de 34 ans. L'analyse de cette relation s'effectuera par une modélisation par régression.

Les résultats montrent que l'inflation est déterminée par son niveau décalé et que le chômage n'a qu'une influence modérée et positive, ce qui est contraire à l'approche de Philips.

Mots clés : Inflation, inflation différée, Chômage, modèle de régression, Croissance Économique, modèle de Philips.

Abstract :

Unemployment and inflation are two phenomena of macroeconomic dysfunction that have a direct impact on a country's economic and social structure. In Morocco, unemployment and inflation are a public policy issue due to the levels reached in recent years and their impact on the standard of living of the population. In 2022, the inflation rate reached 6.7% in the wake of the Covid-19 crisis, which saw both price rises and increased unemployment. This situation affected almost all countries. According to the latest statistics (2023-2024), the inflation rate has fallen and the unemployment rate has risen to over 13%. According to the Philips model (1958), unemployment and inflation have an inverse relationship, i.e. when unemployment rises, inflation falls.

The aim of this article is to study the impact of changes in unemployment on inflation according to Philips' theory and model in the case of Morocco. This study is based on macroeconomic data from a 34-year time series. This relationship will be analysed using regression modelling.

The results show that inflation is determined by its lagged level and that unemployment has only a moderate and positive influence, which is contrary to Philips' approach.

Keywords : Keywords: Inflation, deferred inflation, unemployment, regression model, economic growth, Philips model,.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.18768616>

1- Introduction

Le dysfonctionnement macroéconomique, notamment l'inflation et le chômage, pose un dilemme aux économies développées comme aux économies en développement. Dans de grands pays tels que ceux de l'Union européenne, le taux d'inflation s'élevait à 2,5 % en 2025, contre 2,6 % en mars 2024, avec un taux de chômage de 5,8 % de la population active et aux États-Unis d'Amérique, le taux de chômage a atteint 4,2 % avec un taux d'inflation qui reste stable en dépit des droits de douane imposés par Donald Trump (BM, 2025).

Les droits de douane ont eu jusqu'à présent un impact limité sur l'inflation. Cette dernière s'est établie à plus de 2,5 %. En Chine, le taux de chômage sondé s'est établi à 5,0 % en juin 2025, soit un niveau identique à celui du mois précédent et conforme aux attentes du marché (BM, 2025). Les cas des économies présentés précédemment témoignent des dysfonctionnements qui affectent l'économie mondiale, même en présence des taux de croissance économique positifs. Dans l'ensemble, l'économie mondiale a fait preuve d'une résilience exemplaire pendant toute la durée du processus de désinflation. En 2024 et 2025, la croissance économique devrait demeurer à 3,2 %, bien qu'une révision à la baisse ait été effectuée pour certains pays à faible revenu et en développement, souvent en raison de la recrudescence des conflits. La flambée de l'inflation mondiale et son recul ultérieur sont dus à une combinaison unique de chocs : des perturbations généralisées de l'offre associées à de fortes pressions sur la demande à la suite de la pandémie, suivies d'une forte hausse des prix des matières premières provoquée par la guerre en Ukraine (FM, 2025). Ainsi, en 2024, une inflation moyenne d'environ 7,74 % a été enregistrée dans les pays en développement, tandis que le chômage, même s'il varie selon les régions, continue de représenter un défi majeur, surtout chez les jeunes. Le taux de croissance dans ces pays en développement est insuffisant pour entraîner une baisse du chômage, de sorte que le chômage des jeunes est particulièrement préoccupant dans ces pays, avec des taux élevés dans des régions telles que le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne (BM, 2025).

Au Maroc, les problèmes macroéconomiques, à savoir le chômage et l'inflation, ne diffèrent pas de ceux rencontrés dans d'autres pays en développement (Choukar, 2024). En effet, le taux d'inflation a atteint 6,7 % en 2022, juste après la crise du Covid-19, caractérisée par une hausse des prix et une augmentation du chômage. Depuis, le taux d'inflation est retombé à 0,9 % en 2024, tandis que le taux de chômage a grimpé à plus de 13 % (HCP, 2025).

Sur le plan théorique et en termes d'explication de ces phénomènes macroéconomiques, les controverses sont nombreuses, et les économistes sont parfois d'accord, parfois en désaccord. Dans le modèle de Philips (1958), la relation entre l'inflation et le chômage est inverse. Lorsque le chômage augmente, l'inflation diminue en raison de l'effet de la demande globale. Cette approche a été remise en cause par la crise des années 1970, notamment avec l'apparition de la stagflation. Une autre approche des anticipations (Friedman & Phelps, 1968) envisage l'existence d'un taux de chômage « naturel » en dessous duquel l'inflation s'accélère. La courbe de Phillips étant verticale à long terme, il n'est pas possible de réduire durablement le chômage par la politique monétaire. Toutefois, il convient de ne pas négliger le rôle de cette politique monétaire dans la détermination du niveau d'inflation, car elle influence même le niveau de chômage et l'impact sur la croissance économique (Choukar 2024).

L'objectif de cet article est d'analyser les dysfonctionnements macroéconomiques, en particulier le chômage et l'inflation, et d'examiner la nature de leur relation dans le contexte marocain, à la lumière de la théorie de Phillips.

La problématique abordée dans cet article est formulée sous la forme d'une question principale : dans quelle mesure le chômage impacte-t-il négativement l'inflation ?

Dans ce contexte, deux hypothèses se présentent :

H1 : Dans le contexte marocain, la relation entre le chômage et l'inflation est inverse, conformément au modèle de Philips (1958). Ainsi, dans le moyen et long terme lorsque le chômage augmente l'inflation diminue ;

H2 : Dans le contexte marocain, seule l'inflation différée influence l'inflation actuelle, et le chômage n'a aucun effet ;

Le présent article est structuré comme suit : tout d'abord, une revue de la littérature est présentée, suivie d'une description de la méthodologie basée sur une modélisation économétrique utilisant des données macroéconomiques couvrant une période de 34 ans (séries chronologiques) et une analyse de régression avec des modèles économétriques convenables. Dans la dernière partie de cet article, les résultats de cette étude et les discussions sont présentés.

2- Revue de littérature

Les trois grandeurs macroéconomiques fondamentales – croissance économique, chômage et inflation – sont par hypothèse étroitement liées. Les politiques économiques consistent souvent à trouver un équilibre entre ces

objectifs parfois contradictoires, ce qui représente un dilemme fondamental. Pour expliquer ces relations, certaines théories ont été élaborées.

2-1 La Relation entre l'inflation et le chômage : La Courbe de Phillips

La théorie d'A.W. Phillips (1958), économiste néo-zélandais, a constaté une relation négative stable entre le taux de chômage et le taux de croissance des salaires nominaux au Royaume-Uni sur une période d'un siècle. Cette théorie relie directement l'inflation et le chômage. La figure- 1 ci-dessous représente cette relation négative entre les deux grandeurs. Lorsque le chômage baisse le niveau de l'inflation augmente (PHILLIPS, A. W., 1958).

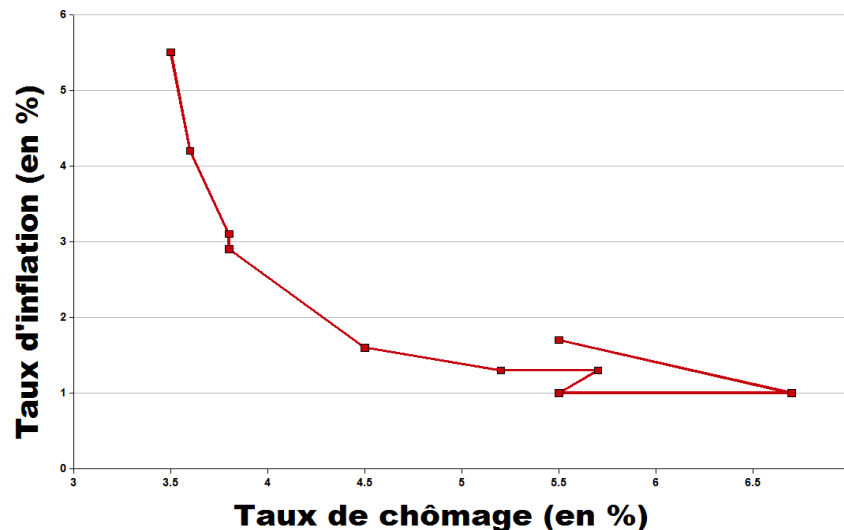


Figure-1 : la courbe de Phillips reflétant la relation opposée entre le chômage et l'inflation

La forme de cette courbe est à la fois qu'elle est négative et convexe. Ainsi, un chômage faible se traduit par une inflation élevée (« l'économie surchauffe », les entreprises relèvent les salaires de leurs employés pour attirer la main d'œuvre, ce qui génère de l'inflation). En revanche, un chômage important entraîne une diminution de l'inflation (pression exercée sur les salaires à la baisse). Or, les décideurs politiques pourraient accepter une inflation légèrement plus élevée afin de réduire le chômage, ou accepter un taux de chômage élevé pour baisser l'inflation.

2-2 Les trois dimensions macroéconomiques fondamentales

Les trois variables – inflation (π), chômage (u) et croissance (g) – forment les fondements de la politique économique. Les liens qui les unissent sont complexes, et souvent conflictuels, et ont évolué au fil des écoles de pensée. Le principal dilemme réside dans la nécessité de trouver un arbitrage à court terme entre ces objectifs (Samuelson, P. A., & SOLOW, R. M. (1960).

Les observations empiriques ont révélé une corrélation inverse stable entre le niveau de chômage et la croissance des salaires nominaux (Phillips, 1958), ultérieurement étendue à l'inflation (Samuelson & Solow, 1960). Un taux de chômage faible provoque des pressions salariales et donc inflationnistes. En effet, dans les pratiques de politiques économiques, les pouvoirs publics ont en effet la possibilité de choisir dans certaines situations un point sur la courbe en acceptant plus d'inflation pour moins de chômage, ou l'inverse (Friedman, M. 1963).

- les anticipations adaptatives et la critique monétariste de M. Friedman

Friedman (1968) et Phelps (1967) ont introduit la notion d'anticipations inflationnistes. La courbe de Phillips ne peut être stable qu'à court terme, puisque les agents sous-estiment l'inflation. Dans le long terme, les anticipations sont ajustées et la courbe de Phillips prend une pente verticale au niveau du taux de chômage naturel (NAIRU). En effet, toute mesure qui vise à maintenir le chômage en dessous de ce taux ne fait qu'augmenter l'inflation sans créer d'emplois (Friedman, M. 1968). À long terme, la politique relative à la

demande est inefficace. Il convient de privilégier les politiques structurelles pour diminuer le chômage naturel (Phelps, E. S. 1967).

Vers la fin des années 1960, Milton Friedman et Edmund Phelps ont remis en question cette position. Ces derniers ont introduit le concept d'inflation anticipée (ou d'inflation différée, puisque les agents établissent leurs prévisions en fonction de l'inflation passée). En revanche, les agents économiques sont conscients de ce phénomène et ajustent leur comportement en tenant compte de l'inflation passée. Ainsi, l'inflation actuelle est déterminée par :

$$\pi_t = \pi_{t-1} - \alpha(u_t - u^*)$$

D'où :

π_{t-1} : *taux d'inflation retardée*

u_t : *taux de chômage actuel*

u^* : *chômage estimé*

- Les anticipations rationnelles et les critiques des news classiques

La théorie Lucas (1972) soutient que les agents économiques tiennent compte de toutes les informations disponibles pour former leurs anticipations. La courbe de Phillips est même inexistante à court terme lorsque la politique monétaire est crédible et anticipée (Lucas, R. E., 1972). Ainsi, les politiques de stabilisation discrétionnaires deviennent totalement inefficaces ce qui nécessite une règle de politique monétaire prévisionnelle.

- La nouvelle courbe de Phillips néo-keynésienne, une approche moderne

Selon cette théorie, les modèles se caractérisent par une rigidité nominale (salaires ou prix rigides). Ainsi, l'inflation dépend de l'écart de production (la différence entre le PIB réel et le PIB potentiel) et des anticipations inflationnistes qui portent essentiellement sur l'avenir. Le chômage se rattache à l'écart de production selon la loi d'Okun (Gali, J., & Gertler, M., 1999) et Galí, J. 2015).

Cette théorie peut être formulée comme suit :

$$\pi_t = E[\pi_{t+1}] + \kappa * (y_t - y^*) + \varepsilon_t$$

D'où $\kappa > 0$, y représente l'output et y^* est le output potentiel.

Le rapport expérimental observé par Arthur Okun (1962) entre la croissance du PIB et les variations du taux de chômage montre que pour réduire le chômage, il faut une forte croissance en raison de l'augmentation de la main-d'œuvre et la productivité et sans croissance suffisante le chômage augmente (Galí, J. 2015).

Toutefois, pour comprendre l'inflation, une autre théorie existe en macroéconomie qui établit un lien entre la masse monétaire en circulation et le niveau général des prix. Il s'agit de la théorie quantitative de la monnaie dans une perspective monétariste, dite équation de Fisher CHOUKAR, E. (2024)[3]. Dans cette théorie, qui adopte une vision à long terme, « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire » (Friedman). Une croissance de la masse monétaire (M) supérieure à la croissance réelle (Y) génère de l'inflation (π). Formellement : $MV = PY$ (Choukar, E. 2024).

Deux caractéristiques principales peuvent être tirées de ces théories. La première concerne le dilemme à court terme où une politique de relance (baisse des taux d'intérêt, augmentation des dépenses publiques) peut générer de l'inflation (déplacement le long de la courbe de Phillips) lorsque l'économie est proche de son potentiel.

La deuxième caractéristique tient au cercle vertueux qui lie l'inflation, le chômage et la croissance économique puisque le maintien d'une croissance stable et non inflationniste (c'est-à-dire durable) permet de limiter le chômage tout en évitant le recours à un resserrement monétaire (Barro, R. J. 2013).

Sur la base de ces théories, certaines conclusions peuvent être tirées au sujet des liens entre inflation, chômage et croissance économique. En effet, un arbitrage à court terme apparaît, dans lequel les politiques axées sur la demande (budgétaires, monétaires) visent à arbitrer sur la courbe de Phillips à court terme entre inflation et chômage, sous la contrainte de croissance imposée par la loi d'Okun (Blanchard, O. & Cerutti, E., & Summers, L., 2015). Sur le long terme, les objectifs de la politique économique sont de nature structurelle (éducation,

formation, flexicurité, innovation) et consistent à faire baisser la courbe de Phillips (réduire l'inflation pour un niveau de chômage donné) (Mankiw, N. G., 2022 et Friedman, M. 1968).

La relation inverse entre les deux paramètres semble s'être atténuée depuis les années 1990 et 2000 (par exemple, faible taux de chômage sans inflation élevée avant 2020), compromettant sa stabilité. Facteurs pouvant expliquer ce phénomène : ancrage des anticipations, mondialisation, pouvoir de négociation des travailleurs. Dans les années 1970, nous avons assisté au phénomène de stagflation, un dysfonctionnement causé par la crise pétrolière combinant hausse du chômage et hausse de l'inflation, contrairement à la courbe de Phillips simple. Cela s'explique par un choc d'offre négatif qui déplace la courbe de Phillips vers la droite et vers le haut.

3- Méthodologie

Pour l'étude du lien entre l'inflation et le chômage nous allons procéder dans un premier lieu à une modélisation linéaire simple (équation 1) suivant le modèle de Philips(1958) et dans une deuxième étape, nous allons étudier l'effet de valeurs retardées de l'inflation et du chômage sur l'évolution de l'inflation (équation2). Dans un troisième ordre et pour étudier le rôle de la croissance économique soit dans le court, moyen et long terme (la loi d'Okun (1962)), nous allons introduire dans le modèle le taux de croissance économique qui correspond à un modèle généralisé (équation 3). Les données sont d'ordre macroéconomique et collectées sur une période de 34 ans de 1991 à 2024.

Dans cette analyse, nous omettrons les effets des politiques monétaires sur l'inflation (Choukar, 2024) qui restent déterminants, et nous postulons l'impact du chômage et de l'inflation de l'année précédente sur l'inflation actuelle.

En effet, dans cette analyse nous allons procéder à une modélisation économétrique reposant sur la méthode des moindres carrés ordinaire(MCO) et sur deux étapes:

Etape 1 : modèle linéaire de base avec une seule variable explicative (le chômage)

- **Equation 1** : Dans ce modèle on suppose que la différence entre le chômage effectif u_t et le chômage anticipé u^* est nul ($u_t - u^* = 0$).

$$\pi_t = \alpha + \beta u_t + \varepsilon_t \quad (1)$$

- π_t : le taux d'inflation en t ;
- u_t : le taux de chômage t ;
- α (constante) : inflation « autonome » lorsque le chômage est nul dans ce modèle linéaire ;
- β : une pente supposée attendue **négative** $\beta < 0$; plus de chômage augmente, l'inflation diminue. (modèle de Philips).
- ε_t : il s'agit d'un choc ou une marge d'erreur

Etape 2 : la forme de base du modèle avec des valeurs retardées de l'inflation

$$\text{Equation 2 :} \quad \pi_t = \alpha + \gamma \pi_{t-1} + \beta u_t + \varepsilon \quad (2)$$

$$\text{Inflation} = \alpha + \gamma (\text{taux d'inflation-lag}) + \beta (\text{chômage en } t) + \varepsilon$$

- π_{t-1} : valeurs de l'inflation retardées (inflation_lag) ;
- γ : paramètre de l'inertie et qui mesure l'effet de l'inflation passée sur l'inflation actuelle.

4- Résultats et discussions

4-1 : l'évolution de l'inflation, le chômage et la croissance économique de 1991 à 2024

Dans cette présentation graphique, nous allons illustrer l'évolution de l'inflation, du chômage et de la croissance économique sur une période de 34 ans.

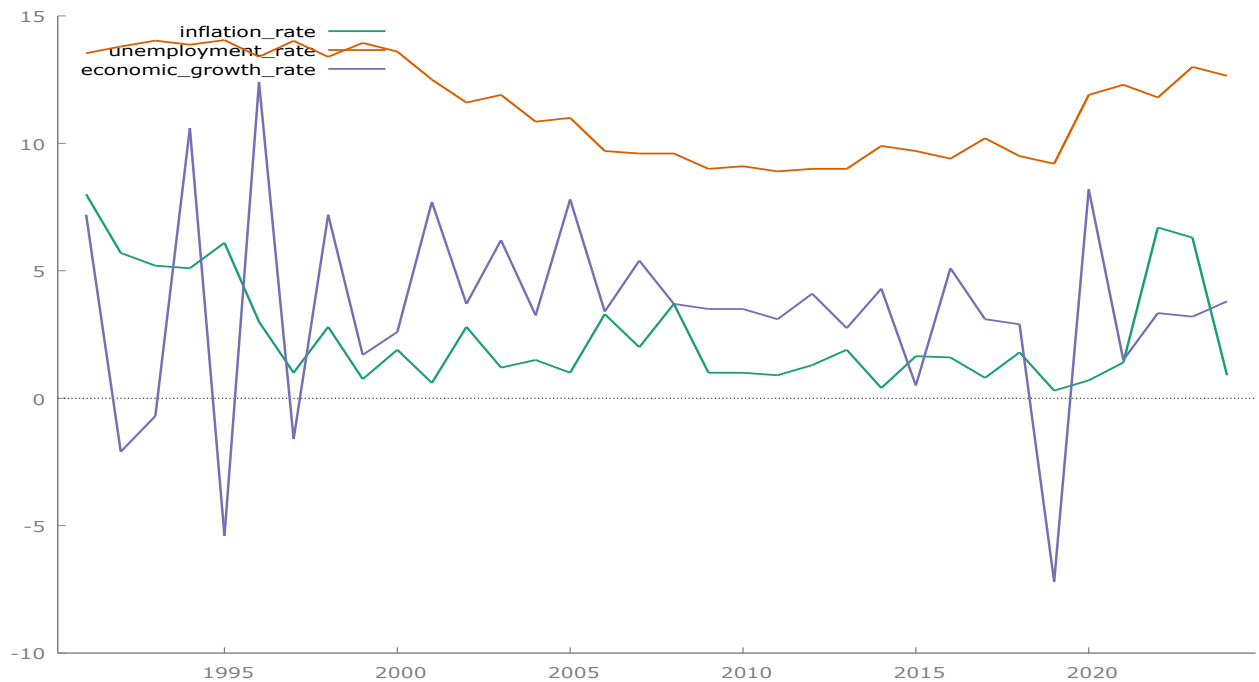


Figure 2 : l'évolution de l'inflation, le chômage et la croissance économique de 1991 à 2024

Le graphique ci-dessus illustre l'évolution de l'inflation, du chômage et de la croissance économique selon les statistiques de 1991 à 2024. Dans les années 1990, le taux de chômage oscillait autour de 15 %. Entre 2000 et 2020, il a légèrement baissé pour atteindre 9 %, mais avec la crise du COVID-19, il est remonté à près de 14 %. La croissance économique dépend quant à elle de la conjoncture économique internationale et des conditions climatiques. Elle a généralement fluctué entre 1991 et 2014. Entre 2015 et 2020, le taux de croissance a rebondi pour atteindre environ 5 % et 1 %, puis en 2020, le taux de croissance économique est retombé à moins de 6 % sous l'effet de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Juste après cette forte croissance, la crise de la guerre en Ukraine a fait chuter le taux de croissance économique. Au début des années 1990, le taux d'inflation était d'environ 8 %, ensuite il est devenu plus faible. Dans les années 2000, il a diminué un peu et a atteint son niveau le plus bas, mais en 2022, le taux a grimpé à un taux plus élevé, soit 6,7 %. Ces deux dernières années (2023-2024), l'inflation a chuté en avoisinant 1% (HCP, 2025).

Cette description de l'évolution des deux dysfonctionnements macroéconomiques, à savoir l'inflation et le chômage par rapport à la croissance économique, amène à approfondir l'analyse pour établir les liens entre ces grandeurs et étudier les facteurs explicatifs du problème de l'inflation.

4-2 : La régression par le modèle MCO :

4-2-1 : Etape 1

L'inflation en fonction du chômage

L'objet de cette première étape est d'étudier la relation de régression entre l'inflation (variable dépendante) et le chômage (variable indépendante ou explicative).

L'étude de cette régression s'effectuera par la méthode des moindres carrés ordinaire à haute précision (MCO).

Tableau N-1 : Modèle MCO à haute précision, utilisant les observations 1991-2024 (T = 34)
Variable dépendante: le taux d'inflation (inflation_rate)

	Coefficient	Erreur Std			
const	-3,58401	1,97719	-1,813	0,0793	*
unemployment_rate	0,530043	0,170536	3,108	0,0039	***

Moyenne var. dép.	2,479411764705882E+000
Éc. type var. dép.	2,107566370753274E+000
Somme carrés résidus	1,125911969503453E+002
Éc. type régression	1,875759820632239E+000
R ²	2,318819408091633E-001
R ² ajusté	2,078782514594496E-001
F(1, 32)	9,660262530098503E+000
P. critique (F)	3,934034153347356E-003
Log de vraisemblance	-6,859976126829344E+001
Critère d'Akaike	1,411995225365869E+002
Critère de Schwarz	1,442522435858192E+002
Hannan-Quinn	1,422405878415038E+002
Rho	3,065396446308712E-001
Durbin-Watson	1,197370706939486E+000

Source : output de MCO (GRETI)

D'après les résultats de cette régression on peut interpréter ce qui suit :

Le modèle 1 : MCO porte sur une période de 1991–2024, soit T = 34 années avec constante.

1 L'équation estimée du modèle est :

$$\Pi_t = -3,584 + 0,530 U_t + \varepsilon_t$$

Les résultats du modèle donnent un coefficient = 0,530 avec une erreur type = 0,171 et un niveau de signification de $p \approx 0,004$. L'interprétation de ces valeurs montre que : +1 point de pourcentage de chômage est associé à +0,53 point de pourcentage d'inflation en moyenne dans une **IC 95 % (approx.)** : [0,183;0,877].

Ces données montrent que le signe positif du coefficient (0,530) est opposé à la théorie classique de Phillips. Cela peut s'expliquer par une possible indication de stagflation ou d'omissions au niveau des anticipations, de l'offre et des chocs.

Compte tenu de la constante (-3,584) et de plus-value ($p \approx 0,08$), il est clair que ce résultat n'est pas significatif au seuil de 5 %. A cet égard, le point d'annulation de l'inflation (où le taux d'inflation est nul $\pi_t=0$) : est de $u \approx \frac{3,5840}{0,530} \approx 6,76$ %. Ce point n'est qu'un simple repère, qui ne doit pas être confondre avec une NAIRU.

4-2-2 Étape 2. Modèle MCO avec haute précision et après l'introduction de l'inflation différée :

Tableau N-2: modèle MCO à haute précision avec des observations inflation retardée et le chômage.

Modèle 3: MCO à haute précision, utilisant les observations 1992-2024 (T = 33)					
Variable dépendante: inflation_rate					
	Coefficient	Erreur Std			
const	-1,13067	1,86177	-0,6073	0,5482	
unemployment_rate (taux chômage)	0,219628	0,178656	1,229	0,2285	
inflation_rat_Lag	0,373655	0,160650	2,326	0,0270	**

Source : output de GRETI

1.1.1 Les résultats de ce modèle montrent que la constante est négative (coefficient de -1,13067) mais statistiquement non significative (valeur p bien supérieure à 5 %, p-value = 0,5482). Cela signifie que lorsque le taux de chômage et l'inflation décalée sont nuls, le niveau moyen de la variable dépendante

n'est pas significativement différent de zéro. Dans la pratique, la constante ne fournit aucune information économique décisive dans ce modèle.

- 1.1.2 Les données du tableau du modèle montrent également que pour l'observation ; inflation retardée on a : un coefficient de valeur 0,37655, une marge d'erreur standard de 0,160650 et une p-valeur de 0,027(**).

L'équation devient :

$$\Pi_t = -1,13067 + 0,373655\Pi_{t-1} + 0,219628 U_t + \varepsilon_t$$

L'interprétation de ces données révèle que le coefficient d'inflation retardée est positif et statistiquement significatif au seuil de 5 %. Il s'agit là d'un effet de persistance inflationniste : une hausse de l'inflation passée entraîne une augmentation significative de l'inflation actuelle.

D'un point de vue économique, ces résultats confirment l'existence d'une inertie inflationniste, souvent observée dans les modèles macroéconomiques dynamiques. En ce qui concerne l'observation ; le taux de chômage, nous disposons des informations suivantes : un Coefficient de valeur 0,219628, une erreur standard de valeur de 0,178656, un test statistique de $t = 1,229$ et une p-valeur de 0,2285. Il en résulte que le coefficient du taux de chômage est positif, indiquant qu'une augmentation du chômage est associée à une augmentation de la variable expliquée (probablement l'inflation, conformément à la courbe de Phillips). Néanmoins, cette relation n'est pas statistiquement significative au seuil de 5 %.

- 1.1.3 Sur la base de ce modèle, il n'est donc pas possible de conclure à l'existence d'un lien solide entre le chômage et la variable dépendante.

5- Conclusion

L'analyse de la relation entre l'inflation et le chômage à l'aide du modèle économétrique MCO, à haute précision, montre que le chômage n'a pas d'effet significatif sur la variable expliquée. En revanche, l'inflation retardée joue un rôle déterminant, mettant en évidence une dynamique autorégressive de l'inflation.

Ces résultats semblent indiquer que la relation entre chômage et inflation (type courbe de Phillips) est faible ou instable dans l'échantillon étudié, tandis que la dynamique interne de l'inflation est dominante. Ainsi, la première hypothèse(H1), initialement proposée, selon laquelle dans le contexte marocain, la relation entre chômage et inflation est conforme au modèle de Philips (1958), c'est-à-dire qu'à moyen et long terme, lorsque le chômage augmente, l'inflation diminue n'est pas validée.

La deuxième hypothèse(H2), selon laquelle seule l'inflation différée influence l'inflation actuelle et le chômage n'a aucun effet, est relativement confirmée puisque, à moyen et long terme, c'est l'inflation différée qui influence l'évolution de l'inflation actuelle et le chômage n'a qu'un effet modéré et positif, ce qui contredit la théorie de Philips.

Dans l'ensemble, les travaux théoriques et empiriques sur les liens entre inflation et chômage révèlent un changement significatif : d'une vision simpliste des compromis entre inflation et chômage, la recherche s'est orientée vers des cadres complexes intégrant les anticipations, les rigidités nominales et les non-linéarités. La courbe de Phillips a perdu de son importance, elle reste néanmoins pertinente, en particulier dans les contextes marqués par des déséquilibres importants sur le marché du travail. Dans le contexte marocain, une étude de lien entre inflation, le chômage, l'inflation différée et croissance économique va aboutir à des résultats qui permettent en évidence de voir les effets néfastes d'une inflation élevée et instable, tandis qu'une inflation modérée et bien ancrée ne semble pas incompatible avec la croissance et la stabilité de l'emploi.

En outre, dans le contexte marocain, il ne faut pas négliger les implications directes des politiques économiques (politique monétaire, budgétaire...), notamment la priorité accordée à la stabilité des prix, qui reste fondamentale pour soutenir la croissance à long terme, mais aussi la flexibilité dans la gestion des cycles économiques, qui doit rester nécessaire afin de limiter le coût social du chômage.

Références bibliographiques

1. Ball, L., & Mazumder, S. (2011). Inflation dynamics and the Great Recession. *Brookings Papers on Economic Activity*, 42(1), 337–405.
2. Barro, R. J. (2013). Inflation and economic growth. *Annals of Economics and Finance*, 14(1), 85–109.
3. Blanchard, O. (2016). The Phillips curve: Back to the '60s? *American Economic Review*, 106(5), 31–34.
4. Blanchard, O., Cerutti, E., & Summers, L. (2015). Inflation and activity: Two explorations and their monetary policy implications. *NBER Working Paper* No. 21726.
5. Blanchard, O., & Johnson, D. R. (2013). *Macroeconomics* (6th ed.). Pearson Education.
6. Carlin, W., & Soskice, D. (2015). *Macroeconomics: Institutions, instability, and the financial system*. Oxford University Press.
7. Choukar, E. (2024). Analyse et étude du problème de l'inflation dans le contexte du Maroc. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 2(5), 2761–2775.
8. Forbes, K. (2019). Inflation dynamics: Dead, dormant, or determined abroad? *Brookings Papers on Economic Activity*, 2019(2), 257–319.
9. Friedman, M. (1963). *Inflation: Causes and consequences*. Asia Publishing House.
10. Friedman, M. (1968). The role of monetary policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
11. Galí, J. (2015). *Monetary policy, inflation, and the business cycle: An introduction to the New Keynesian framework and its applications*. Princeton University Press.
12. Galí, J., & Gertler, M. (1999). Inflation dynamics: A structural econometric analysis. *Journal of Monetary Economics*, 44(2), 195–222.
13. Gordon, R. J. (2011). The history of the Phillips curve: Consensus and bifurcation. *Economica*, 78(309), 10–50.
14. Haut-Commissariat au Plan. (2024). *L'indice des prix à la consommation (IPC) de l'année 2024*. Rapport HCP.
15. International Monetary Fund. (2023). *World economic outlook: Navigating global divergences*. IMF.
16. Khan, M. S., & Senhadji, A. S. (2001). Threshold effects in the relationship between inflation and growth. *IMF Staff Papers*, 48(1), 1–21.
17. Lucas, R. E., Jr. (1972). Expectations and the neutrality of money. *Journal of Economic Theory*, 4(2), 103–124.
18. Lucas, R. E., Jr. (1976). Econometric policy evaluation: A critique. *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 1, 19–46.
19. Mankiw, N. G. (2019). *Macroeconomics* (10th ed.). Worth Publishers.
20. Mankiw, N. G. (2022). *Macroeconomics* (11th ed.). Worth Publishers.
21. Organisation de Coopération et de Développement Économiques. (2023). *Perspectives économiques de l'OCDE 2023*. OCDE.
22. Phelps, E. S. (1967). Phillips curves, expectations of inflation and optimal unemployment over time. *Economica*, 34(135), 254–281.
23. Phillips, A. W. (1958). The relation between unemployment and the rate of change of money wage rates in the United Kingdom, 1861–1957. *Economica*, 25(100), 283–299.
24. Samuelson, P. A., & Solow, R. M. (1960). Analytical aspects of anti-inflation policy. *American Economic Review*, 50(2), 177–194.
25. Stock, J. H., & Watson, M. W. (2007). Why has U.S. inflation become harder to forecast? *Journal of Money, Credit and Banking*, 39(Suppl. 1), 3–33.
26. Summers, L. H. (2014). U.S. economic prospects: Secular stagnation, hysteresis, and the zero lower bound. *Business Economics*, 49(2), 65–73.